

PREFET DU RHONE

12 MARS 2013

Direction départementale
de la protection des populations

Lyon, le

Service protection de l'environnement
Pôle installations classées et environnement

Dossier suivi par Ghislaine BENSEMHOUN

☎ : 04 72 61 37 81

✉ : ghislaine.bensemhoun@rhone.gouv.fr

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

*Le Préfet de la Zone de Défense et de
Sécurité Sud-Est
Préfet de la Région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'Honneur,*

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 514-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juin 1999 régissant le fonctionnement des activités exercées par la société TEINTURERIES DE LA TURDINE dans son établissement situé 5, route de Paris à TARARE ;

VU la déclaration en date du 3 janvier 2011 par laquelle la société TEINTURERIES DE LA TURDINE fait part de la mise à l'arrêt définitif des activités qu'elle exerçait à TARARE, 5, route de Paris et le dossier annexé ;

VU le récépissé de déclaration de cessation d'activités classées délivré à la société TEINTURERIES DE LA TURDINE le 11 janvier 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 mars 2012 imposant des prescriptions complémentaires à la société TEINTURERIES DE LA TURDINE dans le cadre de la cessation d'activités de son établissement situé 5, route de Paris à TARARE ;

VU le rapport du 8 février 2013 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

CONSIDERANT que l'arrêté préfectoral du 6 mars 2012 susvisé imposait à la société TEINTURERIES DE LA TURDINE pour son établissement de TARARE, 5, route de Paris :

- de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site (article 2),
- d'identifier l'impact éventuel de la pollution constatée sur les milieux (article 3),

../..

- de proposer, à l'issue du diagnostic du site et de la caractérisation des milieux, un mémoire de réhabilitation du site prenant en compte l'usage futur prévu (point 4.1 de l'article 4),
- de faire réaliser une Analyse des Risques Résiduels si, par des mesures de gestion à un coût raisonnable, tout contact entre les pollutions et les personnes ne pouvait être supprimé (point 4.2 de l'article 4),
- de transmettre à l'inspection des installations classées un dossier comprenant les éléments nécessaires à l'institution de servitudes en cas de maintien de pollution résiduelle (point 4.3 de l'article 4) ;

CONSIDERANT que les délais prévus par l'arrêté préfectoral du 6 mars 2012 pour la réalisation des mesures susvisées sont échus, et que, à ce jour, la société TEINTURERIES DE LA TURDINE n'a transmis ni le résultat d'analyses des eaux souterraines, ni le rapport relatif à la caractérisation de l'état des milieux, ni aucune proposition de mesures de gestion du site ;

CONSIDERANT donc que la société TEINTURERIES DE LA TURDINE ne respecte pas, pour son ancien site de TARARE, 5, route de Paris, les dispositions de l'arrêté préfectoral du 6 mars 2012 susvisé ;

CONSIDERANT, en outre, que ce site peut présenter des dangers et inconvénients pour l'environnement ;

CONSIDERANT, dès lors, qu'il y a lieu, en application des dispositions de l'article L 514-1 du code de l'environnement, d'inviter l'exploitant à respecter les dispositions prévues aux articles 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral du 6 mars 2012 visé ci-dessus ;

SUR la proposition de la directrice départementale de la protection des populations ;

ARRÊTE :

ARTICLE 1er : La société TEINTURERIES DE LA TURDINE est mise en demeure de respecter, dans le cadre de la remise en état de son site de TARARE, 5, route de Paris, les dispositions des articles 2, 3 et 4 de l'arrêté préfectoral du 6 mars 2012 susvisé.

A cet effet, l'exploitant devra :

- *sous un mois*, faire réaliser un réseau de forage sur la base d'une étude actualisée de l'hydrogéologie du site,
- faire réaliser des analyses des eaux souterraines à fréquence trimestrielle dans les piézomètres à implanter en fonction de l'étude actualisée de l'hydrogéologie du site et transmettre, *sous deux mois*, à l'inspection des installations classées, les résultats des premières analyses,
- *sous trois mois*, transmettre à l'inspection des installations classées l'étude portant sur la caractérisation de l'état des milieux ainsi que le mémoire de réhabilitation du site, l'analyse des risques résiduels et la proposition de restrictions d'usage.

ARTICLE 2 : Faute par l'exploitant d'obtempérer à cette injonction, il sera fait application des sanctions administratives et pénales prévues par la réglementation en vigueur sur les installations classées.

ARTICLE 3 : Délai et voie de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

A peine d'irrecevabilité, la requête devant le tribunal administratif devra être accompagnée d'un timbre fiscal de 35 euros.

ARTICLE 4 : La secrétaire générale de la préfecture, le sous-préfet de Villefranche-sur-Saône, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au maire de TARARE,
- à l'exploitant.

Lyon, le 12 MARS 2013

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,


Isabelle DAVID

1911-12. The first year of the
... ..
... ..

1912-13. The second year of the
... ..
... ..

1913-14. The third year of the
... ..
... ..

1914-15. The fourth year of the
... ..
... ..